



Epizooties et santé animale Des économies qui coûtent cher	1
Systèmes semenciers Chacun récolte ce qu'il a semé	3
Commerce régional Impératif politique, réalité économique ?	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE Petits paysans Louons le courage des petits paysans	16

Site Web : www.cta.nl



Dans ce numéro

Nous sommes
peu de chose,

finalement. Nous passons des millénaires, génération après génération, à bâtir des systèmes complexes et subtilement équilibrés. Puis un jour, nous allons trop loin, nous demandons l'impossible, et tout l'équilibre est menacé.

D'où les ravages des épidémies animales qui frappent les élevages de nombreux pays et menacent peut-être la santé des populations. Heureusement que d'autres systèmes ont plus de ressort et semblent même se renforcer chaque jour. La renaissance des échanges traditionnels de semences en est un exemple. Cette vitalité et son contraire, le manque de ressort, sont les sujets de deux articles de ce numéro, et le Point de vue rend hommage à l'opiniâtreté du paysan, uni à sa terre pour le meilleur et pour le pire.

Ce numéro poursuit le dialogue avec les lecteurs, rend compte d'événements, d'idées et de livres. Restez avec nous, lisez-nous, écrivez-nous, lisez-vous !



Photo B. Faye

Epizooties et santé animale

Des économies qui coûtent cher

Les maladies animales prennent une place effrayante dans nos vies. Au mépris des frontières, elles passent de bête en bête, du gibier aux animaux domestiques et même – rarement – de l'animal à l'homme. C'est un véritable souci, surtout quand des marchés sont en jeu, mais pour agir, il faut des moyens et une stratégie.

L'avancée dévastatrice d'une souche de fièvre aphteuse à travers l'Asie, l'Afrique australe et finalement l'Europe n'a guère ému les nombreux pays où ces maladies sont endémiques. En Europe, elle a démontré la fragilité de la ligne de protection. Dans les pays en développement, elle souligne la nécessité aiguë d'augmenter les moyens de protection et de surveillance.

L'on a encore en mémoire les images, diffusées dans le monde entier, des bûchers de troupeaux de bovins, de chèvres et de moutons abattus dans plusieurs régions de Grande-Bretagne au début 2001. Dans sa réponse à l'éruption de fièvre aphteuse, ce pays a donné l'impression de fouiller de manière obsessionnelle les entrailles de sa politique agricole et

d'engager – quoique très peu en conviennent – une sorte de rituel vaudou traduisant l'angoisse de vivre dans un monde insalubre. Les braisiers engloutissant des millions d'animaux malades étaient-ils l'appel de détresse d'une agriculture en perdition ?

De janvier à juillet 2001, 1 800 cas ont été recensés et au total, plus de trois millions de bovins, de moutons, de chèvres et de porcs ont été abattus et incinérés. En termes statistiques, c'est une simple égratignure, mais la cicatrice est profonde en termes économiques et émotionnels. Ces mesures draconiennes ont été reproduites dans d'autres pays d'Europe moins touchés, puis les choses sont revenues à la normale. En quelques semaines, la maladie était contenue et l'objectif princi-

pal de ce massacre – préserver le commerce de la viande – était atteint.

Selon les rapports du *Veterinary Records*, la souche du virus de la fièvre aphteuse qui a atteint la Grande-Bretagne a été d'abord identifiée en Inde en 1990. Elle s'est répandue en Asie en direction de Taiwan, d'où elle a gagné l'Afrique australe, semant la désolation sur son passage. En Afrique du Sud, des centaines de milliers d'animaux infectés ont été abattus au début 2001 ; la fin de l'épizootie a été annoncée le 11 avril.

Un virus sans frontières

Aucun continent n'est épargné. La dernière apparition de la fièvre aphteuse en Amérique du Nord remonte à 1929, mais les vastes plaines herbeuses d'Amérique du Sud ont été touchées aussi durement que la Grande-Bretagne, bien que par une souche différente. Au début de 2001, l'Uruguay comptait 1 300 foyers et l'Argentine 1 200 : ils ont vacciné 49 millions de têtes de bétail. En Afrique subsaharienne, la souche la plus récente s'est limitée au Sud, mais fin 2000 des cas avaient été signalés dans 16 pays, du Sénégal au

aux subventions et aux assurances, les effets financiers ont relativement épargné les populations. Il n'en va pas de même dans les pays en développement..

Peter Roeder, du Service vétérinaire de la FAO, l'a souligné à plusieurs reprises au début de 2001 : « Partout où l'on élève du bétail, la fièvre aphteuse est une menace pour l'économie. La lutte contre les maladies épidémiques des animaux et des hommes est loin d'être gagnée ; pour les maladies animales, elle commence à peine dans la plus grande partie du monde. » Avec la fièvre aphteuse, le risque économique est double : vous ne pouvez exporter vos bêtes si elles sont atteintes, mais si vous les vaccinez, elles sont considérées comme porteuses du germe et ne sont plus exportables. Pauvre et malade ou pauvre et vacciné, voici la seule alternative !

Il semble que la crise de la fièvre aphteuse au Nord trouve son origine dans des mesures d'économie. N'est-ce pas ironique ? Des techniques intensives d'élevage, des réductions budgétaires dans les services vétérinaires et la fermeture des abattoirs locaux, qui a augmenté les transports d'animaux, sont autant de facteurs qui ont favorisé la maladie.

Ne perdez pas la tête

Un souci autrement plus grave, toutefois, c'est la transmission à l'être humain d'une maladie animale telle que l'anthrax, la tuberculose et, plus récemment, l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ou maladie de la « vache folle ». Cette maladie est ainsi nommée parce qu'elle attaque le système nerveux et détruit une partie du cerveau, ce qui conduit les animaux à trembler et à tituber.

La propagation de l'ESB est probablement liée à une pratique séculaire qui consiste à ajouter à la nourriture du bétail des farines à base de viande et d'os de moutons. Certaines de ces farines seraient provenues de moutons atteints de la « tremblante » et la réduction de la température de cuisson des farines, pour diminuer les coûts, aurait été le principal facteur déclenchant. La première « vache folle » a été identifiée en 1986. Depuis, 180 000 vaches ont été abattues en Grande-Bretagne et environ 1 300 cas ont été identifiés ailleurs en Europe.

La forme humaine de la maladie, la nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ou nvMCJ, provoque une perte de mémoire, puis l'effondrement de tout le système nerveux, plus rapidement que la MCJ qui touche naturellement environ une personne sur un million. La nvMCJ a tué 80 personnes en Grande-Bretagne et 2 en France. Les mécanismes de transmission ne sont pas encore totalement expliqués. La période d'incubation pouvant dépasser dix ans, le nombre des victimes futures pourrait s'élever à 10 000 ou 80 000 en Grande-Bretagne. Personne ne sait au juste...

L'ESB et la nvMCJ ont-elles atteint d'autres pays ? Peut-être. Comme les systèmes de contrôle sont défaillants dans de nombreux

pays en développement, on peut le supposer. En réalité, personne ne sait.

Ce qui est en revanche certain, selon un communiqué conjoint de l'Organisation mondiale de la santé, de la FAO et de l'Office international des épizooties, publié à Paris à la mi-juin 2001, c'est que « des matières potentiellement infectées ont été diffusées dans le monde via le commerce de bovins vivants ainsi que de certains produits et sous-produits bovins. Tous les pays doivent rapidement évaluer dans quelle mesure ils ont pu être exposés et doivent entreprendre les actions nécessaires. » Les spécialistes de ces organisations ont conseillé aux gouvernements d'interdire les farines animales pour les ruminants et de mettre en place des mesures de suivi et de contrôle. Ils ont aussi demandé des moyens supplémentaires pour aider les pays en développement à évaluer leur exposition potentielle à des produits contaminés par l'ESB et à gérer les risques. Les trois organisations ont appelé à diffuser des méthodes d'auto-surveillance et recommandent aux consommateurs d'éviter certaines matières à risque (moelle épinière, cervelle, yeux, certaines glandes et certaines parties de l'intestin des bovins, ovins et caprins). Elles exhortent les scientifiques à informer le public de tout nouveau risque, si inquiétant soit-il.

Frappés de plein fouet

Dans le passé, les systèmes agricoles des pays ACP et d'autres pays en développement ont souffert de façon disproportionnée de certains aspects négatifs d'innovations techniques et de procédures réglementaires. Aujourd'hui, les voici en butte à deux nouveaux soucis : la vulnérabilité du secteur de l'élevage à de telles maladies et la transmission de maladies animales aux humains. Chaque étape de la filière de la viande – surveillance, contrôle de qualité, traçabilité, promotion de l'exportation, commercialisation – devient plus complexe et coûte plus cher.

Au-delà de la menace sur le commerce, ce qui est en jeu, c'est un risque massif et incontrôlable pour la santé animale comme pour la santé humaine. Le plus triste de cette histoire, c'est que la négligence, voire l'irresponsabilité des riches va coûter cher aux pauvres aussi.

Voir aussi *Repères*, page 10



Photo D. Reed © Pannos Picturas

Les animaux sauvages porteurs de maladies franchissent allègrement ces barrières destinées à protéger le bétail au Botswana.

Swaziland. Aucun foyer n'a été signalé récemment dans les Caraïbes ou le Pacifique.

Outre la fièvre aphteuse, il existe de nombreuses autres maladies endémiques du bétail. Parmi celles qui causent les plus grands dommages, citons l'anthrax, présent en Afrique australe, la fièvre de la vallée du Rift en Afrique de l'Est, la peste porcine en Espagne, la grippe aviaire en Asie et la maladie de Newcastle (peste aviaire) en Afrique de l'Ouest.

Les animaux sauvages peuvent être porteurs de ces maladies et d'autres, et donc jouer un rôle dans leur transmission. Tout comme la vaccination, qui offre une bonne protection, une mesure importante de prévention dans de nombreux pays consiste à mieux isoler le bétail des animaux de brousse.

Des enjeux importants

On estime le coût des éruptions récentes de fièvre aphteuse dans les pays du Nord à des dizaines de milliards de dollars, mais grâce

La vague actuelle d'épidémies animales a montré que :

- les risques de maladie augmentent avec l'intensification
- de fausses économies font courir des risques réels
- une meilleure surveillance de la santé animale et humaine est nécessaire
- il est nécessaire d'augmenter les ressources dans ce secteur et de bien informer le public
- les consommateurs sont devenus méfiants. Pour la période 2001-2002, on s'attend à une chute de la consommation de bœuf d'environ 3% dans le monde et de 15% en Europe.

Chacun récolte ce qu'il a semé

La production vivrière mondiale dépend de la production de semences de bonne qualité. Le renforcement des systèmes locaux d'approvisionnement en semences est à l'ordre du jour dans le monde du développement. Malgré la Révolution verte et quelques solutions techniques intelligentes et astucieuses, les pénuries persistent.

Au niveau mondial, la production et la distribution de semences de haute qualité est une activité économique importante qui s'appuie sur des savoirs, des produits, des règles et des services. La recherche met au point des variétés spécifiques de plantes. Des agriculteurs triés sur le volet multiplient les semences. Des entreprises spécialisées traitent les semences et les conditionnent, d'autres fournissent les moyens de transport et de stockage. Les banques assurent l'investissement et les gouvernements l'environnement légal nécessaire. En somme, voilà une activité économique très spécialisée, un secteur d'affaires où l'on brasse beaucoup d'argent et dans lequel s'impliquent ceux qui détiennent de grands domaines, le plus souvent en monoculture : les agriculteurs à hauts revenus.

Pour la grande majorité des paysans ACP, il en va tout autrement. La plupart assurent eux-mêmes la production, la sélection, le stockage et la distribution ou l'échange de leurs semences. L'assurance d'un rendement satisfaisant, la bonne adaptation des plantes aux conditions locales, leur résistance aux maladies et aux ravageurs constituent les principaux critères de choix des petits agriculteurs. Le secteur formel – qu'il soit commercial ou public – a du mal à les prendre en compte. Résultat : les petits paysans sont livrés à eux-mêmes.

Une solution hybride

On note pourtant un début de changement dans ce domaine. De plus en plus, les chercheurs, les bailleurs de fonds et les ONG tentent de rapprocher les systèmes formel et informel de production de semences, conscients que les uns et les autres peuvent y gagner : la petite agriculture en s'appropriant de nouveaux savoirs et en bénéficiant de semences améliorées, et le secteur formel, en accédant à des variétés locales aux traits génétiques intéressants – bon goût, longue conservation, bonne résistance à la sécheresse et aux maladies.

La mayonnaise commence à prendre. Des instituts de recherche internationaux qui s'in-

téressent aux cultures vivrières locales commencent à jouer les intermédiaires entre les agriculteurs et les firmes industrielles. Au Malawi, des paysans sont sélectionnés pour multiplier des semences d'arachides. Au Rwanda, des agriculteurs invités à visiter les parcelles expérimentales d'une station de recherche ont expliqué aux chercheurs qu'ils voulaient bien des nouvelles variétés de haricots à haut rendement, mais qu'il leur semblait plus important qu'elles puissent supporter la pauvreté du sol, le voisinage des bananiers et les pluies torrentielles.

Ainsi, la recherche pour l'amélioration des semences se rapproche de plus en plus des communautés agricoles afin de s'accorder aux réalités et aux objectifs qui sont les leurs. D'où des méthodes plus participatives d'expérimentation et un élargissement notable du champ de la recherche sur les systèmes agraires.

L'affaire de tous

Les chercheurs ont intérêt à faire preuve de créativité et à avoir le sens des relations humaines dans une communauté, avertit Lisa Leimar Price, spécialiste de l'Université et Centre de recherche de Wageningen (Pays-Bas). Faute de quoi, la voix des femmes ne sera pas entendue. Or, les femmes jouent un rôle essentiel dans la gestion des variétés végétales. À côté de ses tâches purement agricoles, c'est la femme, en effet, qui sélectionne les variétés selon des critères de goût, de couleur, de commodité. La rapidité de cuisson, par exemple, est un critère important quand le bois de chauffage se fait rare. C'est la femme qui expérimente les nouvelles variétés dans son jardin avant de les semer au champ si l'épreuve est satisfaisante. Les femmes contribuent ainsi au maintien et à l'évolution de la biodiversité locale. La diversité biologique est étroitement liée aux moyens financiers. Les familles les plus pauvres se préoccupent plus de tout ce qui favorise la résistance des variétés aux maladies et à la sécheresse. Elles accordent moins d'importance à des critères « de luxe », comme le goût ou le rendement potentiel.



Photo: J. Hanley © Panos Pictures

Stocker ou vendre ? Les systèmes locaux sont toujours au cœur du marché des semences.




Photo: C. Paris © Still Pictures

Une approche créative et participative semble donc nécessaire à la mise en place de systèmes locaux viables de gestion des semences. Un soutien technique extérieur peut contribuer au développement de variétés résistantes et faire ainsi reculer la famine. Cette démarche peut aussi aboutir à la constitution d'une banque de gènes locale et vivante, une parcelle collective spéciale où les paysans cultivent chaque année leurs variétés sélectionnées pour les conserver à la disposition de la communauté.

Certes, il y a toujours le risque d'une catastrophe naturelle ou d'une perte de récolte qui contraindrait les paysans à vendre ou à consommer leur propre production. Il est donc essentiel qu'ils puissent stocker ailleurs, dans des banques de gènes, les graines des variétés qu'ils ont mises au point. C'est là pourtant que le bât blesse. Ce type de structure n'est accessible qu'à des multiplicateurs soigneusement choisis, pas aux petits agriculteurs.

Paysannes et paysans, chercheurs, vulgarisateurs et techniciens, tous essaient à leur manière de rapprocher les systèmes formel et informel de fourniture de semences. Il n'y a pas de recette universelle. Face à l'ampleur des diversités culturelles et génétiques locales, il faut prendre le temps d'adopter des solutions sur mesure.

À lire :

 Rôle des petits exploitants dans les systèmes de production de semences. *Rapport de synthèse d'une visite d'étude, Zimbabwe, 1999.* CTA, 2000, 34 pages. ISBN 92 9081 2230 CTA N° 987. 5 unités de crédit


 Seed Supply Systems in Developing Countries Par N. P. Louwaars et G. A. M. Marrewijk, CTA, Wageningen, 1996 ISBN 92 9081 1471 144 pages N° CTA 768. 20 unités de crédit



Photo S. Iskov © Still Pictures

Vendre et acheter à son voisin a toujours été une bonne façon de développer un commerce. La théorie macro-économique considère depuis des décennies que le commerce régional est une bonne base pour propulser une économie dans le monde. Comme l'expliquait un article sur le commerce régional dans l'océan Indien dans *Spore no 93*, les différents partenaires d'un accord de commerce régional peuvent apprendre et se renforcer mutuellement pour pouvoir s'aventurer plus loin. Au fond, il est rassurant de penser que, même si tout s'écroule autour de soi, on reste le voisin d'un voisin.

Mais en économie, comme dans la vie, il y a voisins et voisins. Avec certains, il se peut qu'on n'ait rien d'autre en commun que la proximité. C'est parfois le cas pour les économies nationales : il arrive que les principaux produits d'un pays trouvent un meilleur marché hors de la région, ou que les voies de communication fonctionnent

Bénéfices attendus des ARC

1. Économies d'échelle du fait que le marché s'élargit. Le but de la coopération régionale est d'éliminer toutes les barrières commerciales afin que chaque économie puisse tirer pleinement parti de ses avantages comparatifs. Cela doit stimuler le commerce et attirer les capitaux.
2. Avantage politico-économique : un groupe de petits pays peut être en mesure de défendre ses intérêts communs, comme une seule grande entité, particulièrement dans les négociations internationales.
3. Avantage pour l'industrie régionale naissante. De petits pays en développement lient leurs économies, ce qui permet une diversification substantielle du commerce débouchant sur l'industrialisation. Selon certains, le bénéfice réel de l'intégration commerciale, ce sont les retombées dans des domaines où l'action unilatérale serait plus coûteuse que l'action collective, par exemple, les infrastructures, l'éducation et les projets environnementaux.

D'après *The future direction of South-South trade and cooperation*, par Barbara R. Kotschwar, Johns Hopkins School for Advanced International Studies.

Commerce régional

Impératif politique, réalité économique ?

Le commerce régional est-il, comme beaucoup l'affirment, l'étape incontournable à franchir pour intégrer une économie en développement dans le marché mondial ? Ou est-il plutôt une alternative bénie, comme le croient de nombreux politiciens au sud ? La question est sans importance, répliquent certains, en particulier pour l'agriculture. C'est à voir...

mieux vers l'extérieur qu'à l'intérieur d'une région.

Néanmoins, il y a presque toujours des avantages à développer un marché régional. Le principal est l'économie d'échelle : comme ils ont accès à un plus grand nombre de consommateurs, les points de vente de produits alimentaires transformés et de biens manufacturés deviennent plus viables. Cependant, ceux qui s'intéressent à l'agriculture ont noté que ces économies d'échelle ne sont vraiment intéressantes que pour des produits à haute valeur ajoutée : parfois des produits alimentaires très élaborés, mais plus souvent des biens industriels manufacturés ou semi-manufacturés.

Une base agricole réduite

Du point de vue du nombre de personnes qu'elle mobilise, l'agriculture est la principale activité économique de la plupart des pays ACP. Pourtant, le sol rapporte moins que le sous-sol. Pour de nombreux ministères des finances, l'agriculture passe en deuxième lieu, derrière les activités d'extraction de minerais, de métaux précieux ou de combustibles fossiles. Parfois, elle ne vient même qu'en troisième place, après le secteur industriel. Il reste, bien sûr, une vingtaine de pays ACP – principalement en Afrique centrale, dans les Caraïbes et le Pacifique – où l'agriculture est le plus grand secteur exportateur et les difficultés qu'ils éprouvent à développer leur commerce agricole sont bien connues.

De manière générale, le commerce en Afrique est dominé par l'exportation de produits miniers et industriels hors du continent. Selon l'Organisation mondiale du commerce, le total des exportations de l'Afrique s'élevait en 1999 à 132 milliards d'€ (dont la moitié vers l'Europe). Près de 63 milliards concernaient des produits miniers, y compris le pétrole, des États du Maghreb, du Nigeria, de l'Angola, du Gabon et d'autres pays producteurs. En seconde place venaient les produits manufacturés, pour 40 milliards d'€ dont plus de 6,5 milliards vers d'autres pays africains.

Les exportations agricoles, principalement vers l'Europe et l'Asie, atteignaient 26 milliards et les échanges de produits alimentaires ou agricoles entre pays africains 3 milliards. La part de la (relativement) puissante économie de l'Afrique du Sud est importante dans ce montant : outre qu'elle est présente dans presque toutes les brasseries d'Afrique subsaharienne, elle vend aujourd'hui à tout le continent de grandes quantités de produits alimentaires transformés et semi-transformés.

En fin de compte, 2,3 % seulement des exportations africaines de 1999 étaient agricoles et dirigées vers des pays africains. Les futures stratégies pour développer le commerce agricole régional doivent donc se référer à ce chiffre issu des statistiques (quoique, par nature, celles-ci ne rendent pas compte du commerce transfrontalier clandestin). Un chiffre étonnamment modeste au regard des nombreux accords qui ont été signés pour promouvoir le commerce régional (voir encadré). Mais si modeste qu'il soit, il a son importance. En effet, les exportations agricoles hors du continent ont chuté depuis 1996. Entre 1998 et 1999, le taux des exportations agricoles vers l'Europe a baissé de 13 % tandis qu'à l'intérieur du continent africain, il augmentait de 6 %.

L'élan commercial ne suffit pas

Est-ce un signe favorable pour le développement quantitatif et qualitatif du commerce régional ? On peut en fait se demander si la séquence favorite du « local-régional-mondial » est réaliste pour toutes les régions. Certes, les accords commerciaux régionaux favorisent le processus de libéralisation du commerce et de l'économie locale, en exposant petit à petit les producteurs à la concurrence avant que ne soufflent les vents impétueux de la mondialisation. Mais en fait, cet argument n'a pas toujours fonctionné. Selon Christopher Stevens de l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex (Grande-Bretagne), la libéralisation du commerce a été « un élément mineur dans le lancement et le succès d'accords

Les principaux ARC réunissant des États ACP

Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) : Antigua et Barbuda, la Dominique, Grenade, Montserrat, Saint-Christophe et Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines.

Communauté des Caraïbes (CARICOM) : Antigua et Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Belize, la Dominique, Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Montserrat, Saint-Christophe et Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, le Suriname, Trinité et Tobago.

South Pacific applied Geosciences Community (SOPAC) :
Parmi ses membres on compte les pays suivants : Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Îles Fidji, Guam, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Nouvelle-Zélande, Niue, Papouasie Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu.

Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale : Cameroun, République centrafricaine, Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Saô Tome et Príncipe, Tchad.

Communauté économique des pays des grands lacs (CEPGL) : Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda.

Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) : Angola, Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Namibie, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) : Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Rwanda, Saô Tome et Príncipe, Tchad.

Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

Mano River Union : Guinée, Libéria, Sierra Leone.

Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) : Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.

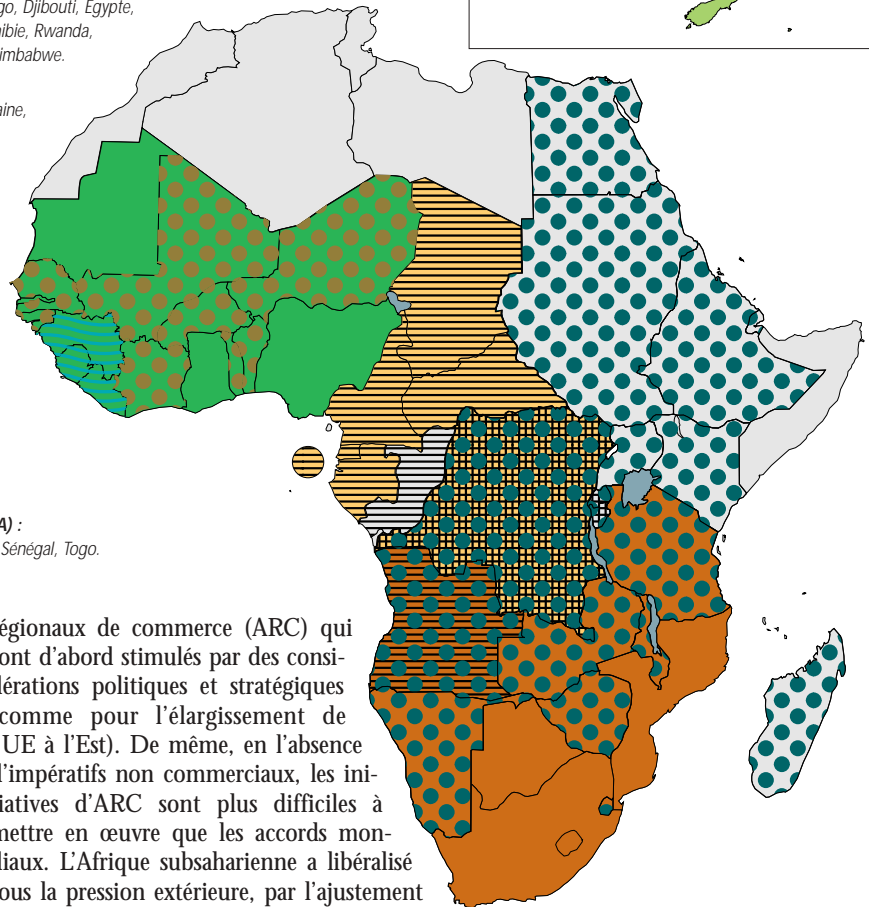
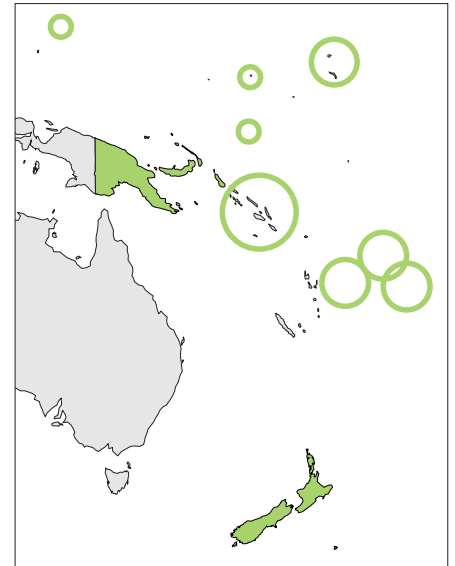
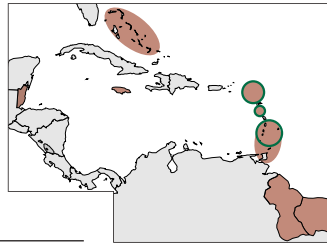


Illustration Louma productions
Source: IBRD World Development Indicators, 2001



PHOTO G. PROZZI - P. PARRIS-PELLAS

Le commerce régional est une réalité

L'Accord de Cotonou ACP-CE prévoit qu'à partir de 2002, l'UE et les blocs commerciaux régionaux des pays ACP (le CARICOM des Caraïbes, la SADC d'Afrique australe, la SOPAC du Pacifique, par exemple) commenceront à négocier de nouveaux accords de partenariat économique régional. Les nouveaux accords, qui doivent être conclus d'ici à 2008, prévoient le libre échange entre ces blocs et l'UE. La libéralisation commerciale débutera en 2008 et pourrait s'étaler sur douze ans.

L'Organisation mondiale du commerce encourage en principe le libre commerce sans accords préférentiels ni protecteurs, mais elle permet des accords commerciaux régionaux dans l'optique d'aider les participants à se préparer au libre échange.

régionaux de commerce (ARC) qui sont d'abord stimulés par des considérations politiques et stratégiques (comme pour l'élargissement de l'UE à l'Est). De même, en l'absence d'impératifs non commerciaux, les initiatives d'ARC sont plus difficiles à mettre en œuvre que les accords mondiaux. L'Afrique subsaharienne a libéralisé sous la pression extérieure, par l'ajustement structurel ou les accords multilatéraux plutôt que dans le cadre de ses innombrables ARC.

Soulignons que cela ne vaut pas pour tous les pays ACP. Dans le Pacifique, et plus encore dans les Caraïbes avec leur dynamique CARICOM, le commerce régional a réussi à développer un plus grand marché, à réaliser des économies d'échelle et à aider les économies à s'ajuster à la libéralisation du commerce multilatéral. Les malheurs de certains secteurs, comme celui de la banane, dans le contexte de la mondialisation ont été en partie mitigés par les efforts du CARICOM pour diversifier et pour développer le marketing de niche.

Finalement, cette préférence de plusieurs économies ACP pour le commerce régional est-elle une étape gagnée ou une étape perdue sur la route vers le marché mondial ? Le temps, les statistiques et les balances com-

merciales le diront. Pour le secteur industriel, le potentiel de croissance est clair. Certains pensent que cette croissance, et l'amélioration du niveau de vie qui l'accompagne, entraînera le commerce agricole dans son sillage. Mais pour favoriser la croissance nécessaire dans le secteur agricole, il faut peut-être plus. Dans un monde où – pas plus que les vents, les oiseaux et les virus – les opportunités d'échanges mondiaux et les attraits du commerce électronique ne reconnaissent les frontières parfois artificielles des « régions », il faut être plutôt sûr de soi pour persister dans la préférence régionale et la défendre.

Centre de commerce international CNUCED/OMC
ITC, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse
Fax : +41 22 733 44 39
E-mail : itcreg@intracen.org
Site Web : www.intracen.org

Le soufre relance l'anacardier

■ Selon le ministère tanzanien de l'Agriculture et de la Production alimentaire, la production d'anacardiers en Tanzanie a nettement augmenté, passant de 63 000 tonnes en 1996-1997 à 121 207 tonnes en 1999-2000. Les noix de cajou représentent la quatrième culture d'exportation du pays. En assurant la diffusion des pesticides, le gouvernement a joué un rôle essentiel dans la relance de la production. L'utilisation de poudre de soufre a doublé, passant à 7 800 tonnes pendant la dernière saison. Les experts alertent cependant sur les dangers d'une utilisation prolongée de ce produit qui affecte l'acidité des sols et pourrait être dangereux pour les autres cultures.

Les producteurs de café dans la tourmente du marché

■ En six mois, les prix du café ont chuté de manière spectaculaire, de 0,95 à 0,49 US\$ la livre en mars 2001. Selon l'Association des pays producteurs de café (APPC), les causes en sont un surplus de qualité inférieure, l'augmentation de la production et les stocks élevés. Dès 2000, l'APPC a appelé ses membres à réduire de 20 % les quantités exportées pendant deux ans. Si la chute des prix se poursuivait, les bénéfices d'exportation de pays comme l'Ouganda pourraient diminuer de moitié.

Champignon tueur en Mauritanie

■ Le bayoud, une maladie des palmiers dévastatrice et redoutée, est apparu pour la première fois dans le Tagant en Mauritanie centrale. Jusque-là, le champignon responsable (*Fusarium oxysporum albedinis*) s'était manifesté seulement dans ses zones d'origine en Algérie et au Maroc où il a gravement affecté les palmiers dattiers. Un aspect positif de ce champignon tueur : certaines souches sont utilisées avec succès pour lutter contre le striga dans les cultures de céréales en Afrique de l'Ouest.

Une montagne d'informations

■ Le site Web pour l'année de la montagne (2002) est en ligne en français, en espagnol et en anglais, et se développe rapidement. Il offre des informations sur toutes les chaînes montagneuses de la planète, les événements à venir, les publications et des sections thématiques sur le genre, l'eau, la dégradation des sols, les forêts, l'agriculture, la sécurité alimentaire et la biodiversité.

Site Web : www.mountains2002.org/

Ni trop sec ni trop humide



Photo Ph. Dimanche © CIRAD

Aspergillus flavus (agrandi ci-contre 1000 fois) pose de graves problèmes de santé.


■ Plusieurs reportages parus dans les médias sur les niveaux élevés d'aflatoxine dans diverses denrées alimentaires ont de nouveau alerté l'opinion sur ces composés carcinogènes produits par certaines moisissures comme *Aspergillus flavus*. Ce champignon qui se trouve dans le sol se développe avec la chaleur et l'humidité. En règle générale, il s'attaque aux plantes sensibles à la sécheresse comme l'arachide, les céréales, le sorgho ou le piment. On le trouve également dans les céréales stockées ou même dans des produits transformés comme le beurre de cacahuète et les huiles végétales. Comme l'aflatoxine n'a ni goût ni odeur, elle est difficile à détecter. Elle est très toxique

pour les humains et la volaille et, dans une moindre mesure, pour le bétail.

En avril 2001, des taux élevés d'aflatoxine ont été trouvés dans du beurre de cacahuète utilisé dans un programme de nutrition scolaire en Afrique du Sud. Une étude récente, réalisée par Ragaa El Hadi Omer au Soudan, a montré que des arachides stockées dans de mauvaises conditions contenaient un niveau d'aflatoxine vingt fois supérieur à celui autorisé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Pour les personnes qui ne produisent pas certaines enzymes (la moitié de la population du Soudan) ou qui ont eu une hépatite, les risques de développer un cancer sont multipliés par quinze. Le problème est aggravé par le

fait que, pour leur consommation personnelle, de nombreux agriculteurs transforment en beurre des arachides de qualité médiocre.

Au début des années 90, après l'embargo commercial qui a entraîné l'effondrement d'une partie de la production d'arachide en Afrique de l'Ouest, de nombreux pays européens ont fixé des seuils stricts de taux d'aflatoxine. Ces taux allaient de zéro aflatoxine détectable à une moyenne de 10 unités par milliard (microgrammes par kilogramme) pour la consommation humaine, (5 unités par milliard pour l'espèce la plus dangereuse, l'aflatoxine B1). Il existe de nombreux procédés pour détecter les toxines dans la nourriture, mais ils sont trop coûteux pour les petits producteurs. Les mesures préventives sont une meilleure solution, par exemple la prévention du stress thermique pour les céréales et le sorgho et l'irrigation en période de pollinisation. Pour l'arachide, la prévention de la sécheresse avant récolte permettra d'éviter le craquellement des cosses qui favorise l'invasion par l'*aspergillus*. Il est recommandé d'éviter le stockage des céréales et des arachides en milieu humide et de ne pas nourrir les animaux, notamment la volaille, avec des céréales ou des arachides de mauvaise qualité.

 Les mycotoxines dans les grains
CTA, GASGA, 1997. 12 pp.
CTA No. 833. 5 unités de crédit

Stevia suave

■ La stevia (*Stevia rebaudiana*) est en train de conquérir une place sur le marché des édulcorants, substitués du sucre, en Amérique du Nord, en Europe et au Japon. Originaire du Paraguay, elle est traditionnellement cultivée en Afrique du Sud, à Madagascar et en Chine. Sa valeur médicinale est reconnue, pour traiter le diabète, les troubles digestifs et l'hypertension artérielle.

Une bonne couverture médiatique, début 2001, pourrait être le prélude à l'avenir brillant de cette petite plante. Les producteurs traditionnels sont en train d'étendre sa culture en remplacement partiel de la canne à sucre, et des pays

aussi divers que le Canada, le Mexique, le Pakistan, le Brésil et l'Iran envisagent



Illustration © GUAYAPI

d'exploiter son potentiel. Culture annuelle en climat tempéré, elle devient pérenne et prolifère dans les zones marécageuses d'altitude, ce qui la rend intéressante pour nombre de pays ACP.

Quelques pays importateurs l'autorisent uniquement comme supplément diététique et non comme complément alimentaire. Mais il s'agit bien d'un édulcorant et elle peut conquérir une part du marché tout en étant utilisée localement.

Pour obtenir une liste des producteurs, fournisseurs et transformateurs, écrivez à la rédaction de Spore à Médiateurs (voir page 15)

Site Web : www.rain-tree.com/stevia.htm

Tous ensemble, maintenant !

■ Le Fonds mondial pour la nature (WWF), une société d'exploitation forestière et des bailleurs de fonds ont joint leurs efforts pour protéger la réserve de Minkébé au Gabon. Créée en 1998, cette réserve est renommée pour ses éléphants et la diversité de ses habitats. Elle occupe une superficie de 6 000 km² au sein de la forêt de Minkébé (32 000 km²) et est au cœur d'une initiative transfrontalière de préservation qui s'étend sur le Gabon, le Cameroun et le Congo.

La chasse commerciale et l'exploitation du bois sont désormais interdites dans la réserve. Cependant, la réussite de cette initiative dépendra aussi de mesures qui seront prises hors de la réserve elle-même. Presque toute la zone environnante est actuellement, ou sera bientôt, investie par des activités d'exploitation forestière. La compagnie d'exploitation malaisienne, la Bordamur, dispose d'une concession de 150 000 ha et a une mauvaise réputation en matière de gestion forestière. Des routes récemment construites ont ouvert l'accès à des forêts jusque-là préservées. Les camps de chasse illicite se sont multipliés comme des champignons avec la complicité des travailleurs de Bordamur et le gibier est vendu à l'entrée de la concession. Les amendes et les pressions ont contraint cette

année Bordamur à signer un contrat avec WWF, les autorités régionales et les communautés locales. Ce contrat stipule que Bordamur devra s'efforcer d'expulser les chasseurs et les vendeurs. Les communautés locales du voisinage ont accepté de limiter leur chasse à un rayon de 15

kilomètres autour de leurs villages et WWF contrôle les accès à la concession. Ces mesures ont montré leur efficacité : le nombre d'animaux augmente à nouveau. Les employés de Bordamur sont toutefois mécontents de devoir renoncer à une partie importante de leurs revenus.

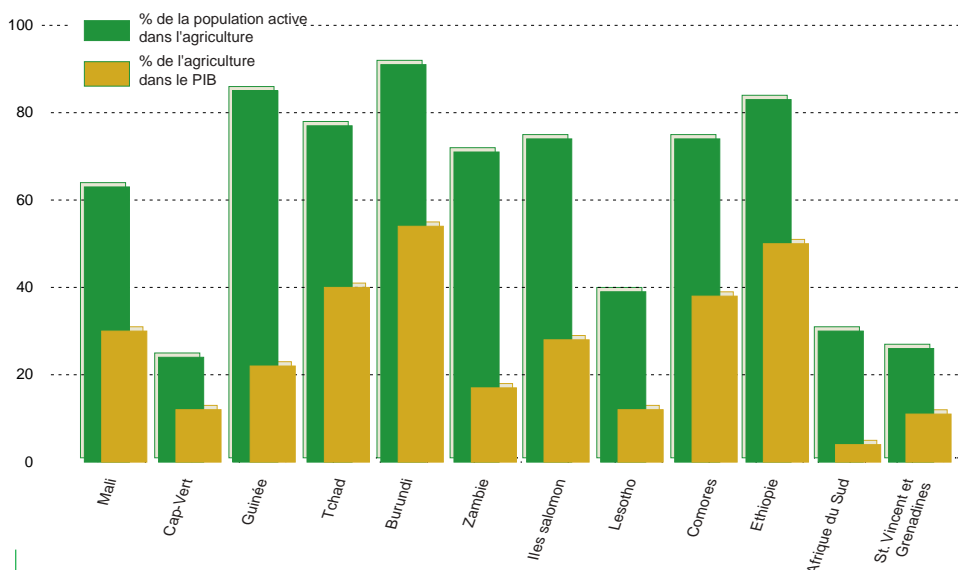
Les cultures locales remises au goût du jour

■ La culture des espèces locales a été négligée pendant la période de l'apartheid en Afrique du Sud. Mais en juin 2000, des paysans de la communauté Umbumbulu ont livré les premiers cageots d'amadumbes (*Colocasia esculenta*) à la chaîne de distribution sud-africaine Pick'n Pay. Un autre distributeur important, Woolworths, s'intéresse à la vente des légumes locaux à condition que les producteurs satisfassent aux normes biologiques et sanitaires.

Pour favoriser l'agriculture biologique et la commercialisation des cultures vivrières locales, les universités sud-africaines du Natal et du Zululand, l'Université agricole des Pays-Bas, le Mangosuthu Technikon, la ferme biologique privée H2A Botanica et l'ONG Groupe d'appui

aux agriculteurs ont mis au point un programme de recherche conjoint qui devrait déboucher sur un ensemble d'informations pratiques. La recherche porte sur les savoirs locaux, les méthodes culturales et les techniques de récolte. À son démarrage, outre l'amadumbes, le projet s'intéressera à *Amaranthus* spp. (Imbuya, yugolobo), au *Galinsola parviflora* (Ushukeyana), au *Bidens pilosa* (Uqadolo, Blackjack) et au *Cucurbita* spp. (potiron Zulu). Ce programme aidera aussi les communautés noires à mieux gérer les questions de certification et de commercialisation. Résultat : la communauté Umbumbulu s'est déjà engagée dans un processus de certification collective pour la culture biologique.

L'agriculture, l'emploi et les économies ACP en 2000



L'agriculture est l'activité principale et le premier employeur dans beaucoup de pays ACP, mais sa contribution au produit intérieur brut (la valeur de tout ce qui est produit dans un pays) est plus faible. C'est dû en partie au fait que la valeur des produits de l'agriculture de subsistance n'est généralement pas prise en compte.

Convention OIT

■ Une nouvelle convention sur la sécurité et la santé dans l'agriculture (voir Spore 91) a été adoptée à très large majorité lors de la conférence générale de l'Organisation internationale du travail (OIT) fin juin 2001. Elle sera valide dès sa ratification par deux pays membres de l'OIT ; ensuite, c'est à chaque pays de la ratifier pour pouvoir la mettre en application sur son territoire.

Régime en baisse

■ Les exportations de banane des îles du Vent ont baissé de 4 000 tonnes durant le premier trimestre 2001, à savoir 12 358 tonnes contre 17 876 tonnes au premier trimestre 2000. Ce déclin doit être largement attribué à Sainte-Lucie qui a connu son plus bas niveau d'exportation de bananes des vingt dernières années. La Dominique, Saint-Vincent et les Grenadines ont amélioré leur rendement pendant la même période. Selon le WIBDECO (Windward Islands Banana Development Exporting Company), les principales raisons du déclin à Sainte-Lucie sont la qualité médiocre des engrais et une infestation de cercosporiose jaune qui n'a pas pu être maîtrisée.

Cherchez et vous trouverez

■ Un nouveau moteur de recherche spécifique pour les thèmes agricoles du monde entier est disponible depuis février. Il existe en français et en anglais et se développe rapidement. Il comptait 500 000 pages Web en mai 2001. Essayez-le, vous trouverez peut-être ce que vous cherchez !
Site Web : www.web-agri.com

Si vous recherchez des informations sur l'agriculture ou l'environnement, spécifiquement en Afrique, explorez le site de Newafrica qui vous donnera les dernières nouvelles du continent, par thème et par pays.
Site Web : www.newafrica.com

Les OIG se rencontrent

■ Plus de douze organisations intergouvernementales (OIG) africaines se sont réunies en avril 2001 à Dakar (Sénégal) avec un projet commun : la renaissance de l'agriculture ouest-africaine. Le CTA participait à cette réunion qui a conclu que la concertation en matière de recherche, de renforcement des capacités et d'échanges d'informations était la condition essentielle pour une agriculture plus productive, compétitive, respectueuse de l'environnement et capable d'optimiser ses capacités d'exportation et de reconquérir le marché régional.

On surfe en Afrique du Sud et au-delà

■ Internet se développe toujours aussi rapidement en Afrique. *The African Internet*, un service d'information spécialisé, livre de nouvelles données (juin 2001) qui indiquent que l'Afrique subsaharienne compte maintenant 1 050 000 abonnés à Internet (dont 300 000 hors de l'Afrique du Sud). Comme quelque 5 personnes en moyenne partagent chaque abonnement, on peut évaluer à 5 millions le nombre de personnes qui sont connectées. Tous les pays ont une connexion directe. Le Mozambique, le Nigeria, le Sénégal, la Tanzanie et le Zimbabwe sont parmi ceux qui connaissent l'évolution la plus rapide.

Les goûts évoluent

■ Privés du teff (*Eragrostis tef*), leur céréale de base, les dix milles réfugiés éthiopiens au Kenya ont commencé à utiliser le riz comme substitut pour confectionner l'injera, leur galette favorite, qu'ils utilisent pour leurs plats en sauce. Fait avec le teff, l'injera est brun et légèrement aigre. La version à base de riz est plus pâle et plus douce. Elle a désormais supplanté celle à base de teff.

Qualités du riz en Afrique

■ Les exploitants boudent le riz africain *Oryza Glaberrima* car son rendement est plus faible que celui des variétés asiatiques. Pourtant, à part son goût apprécié par les consommateurs, il a une autre qualité inexploitée qui a attiré l'attention du Groupe de génétique du riz du laboratoire de l'IRD à Montpellier (France). Il possède une résistance naturelle à un nématode (*Heterodora sacchari*) qui cause des pertes considérables sur la variété asiatique *Oryza Sativa* dans les rizières africaines. Le groupe travaille au croisement des deux espèces.

IRD
BP 5045
34032 Montpellier Cedex,
France
E-mail : mathias.lorieux@mpl.ird.fr

Savoir-faire féminin

■ L'Université Cheikh Anta Diop, Prélude et ENDA-TM organisent un colloque international « Gouvernance et co-expertise scientifique et participative dans des territoires et populations fragiles ou fragilisés. Expertises féminines et co-développement durable » à Dakar (Sénégal) du 20 au 25 janvier 2002.

ENDA-TM, Syspro2
BP 3370
Dakar,
Sénégal
Fax : + 221 822 26 95
E-mail : syspro2@enda.sn

Au Ghana, les villageois protègent les mangroves



PHOTO G. ROCHER © CIRAD

Pour que les mangroves ne deviennent pas toutes des rizières ou des viviers.

■ Pour protéger la mangrove de la lagune de Sakumono, l'ONG Ghanaian Wildlife Society (GWS) a mis en œuvre un plan d'action en concertation avec les communautés locales. En contrepartie de son aide pour améliorer les infrastructures villageoises et pour extraire le sel, les villageois ont accepté de cesser la chasse aux oiseaux rares. La GWS estime essentiel de combiner la protection de la nature et les stratégies de revenus pour les communautés locales. À défaut, ces dernières

pourraient s'opposer à tout projet de conservation imposé de l'extérieur et finiraient par épuiser les ressources naturelles limitées de la mangrove (poissons, crevettes, gibier et bois).

La GWS a développé cette approche dans le cadre du projet Amanzuri, financé par le gouvernement hollandais, dans la région de l'Amanzuri qui abrite la plus grande mangrove du Ghana. Dans cette zone, les villages sont d'accord de cesser la chasse et participer aux activités

de conservation, à condition que leur accès à la mer pendant la saison sèche soit amélioré. De surcroît, les activités d'écotourisme ont été développées.

Ghana Wildlife Society
PO Box 13252
Accra, Ghana
Fax : + 233 21 66 35 00
E-mail : wildsoc@ghmail.com
goboakye@wildlifesociety.org.gh

Les fils, c'est fini !

■ Les possibilités de la technologie sans fil font beaucoup parler d'elles, ces temps-ci. « Passez au sans fil... le téléphone mobile et les liaisons satellites à faible coût ont fait des miracles », écrivions-nous dans *Spore 92* (voir : « Je me connecte, donc je suis »).

« Technologie sans fil : un outil pour le développement agricole ? » : tel était le thème de la consultation annuelle d'experts organisée au siège du CTA, du 30 mai au 1er juin 2001, par l'Observatoire des technologies de l'information et de la communication au service du développement agricole dans les pays ACP. Le groupe d'experts a échangé ses expériences et perspectives sur les nouvelles applications issues de la nouvelle génération high-tech. Il s'agit surtout de systèmes simples et utilisables à petite échelle comme les systèmes interactifs d'accès par satellite à Internet qui arrivent sur le marché. Ils sont tentants pour les institutions qui disposent de solides ressources ou qui peuvent partager ce service avec d'autres utilisateurs. Toutefois, fait remarquer l'Observatoire, ce n'est pas LA solution universelle. Les réglementations, les infrastructures, la maintenance et la maturité technologique des opérateurs doivent être prises en compte.

Les participants ont aussi étudié l'impact de l'accès Internet à haut débit sur les relations entre le CTA et ses partenaires. Ils ont noté que des sessions de formation et de nouvelles procédures seront nécessaires pour préparer les partenaires à leur nouveau rôle de fournisseurs d'informations locales et plus seulement d'animateurs ou d'intermédiaires.

Rapport intégral (en anglais) :
www.agricta.org/observatory

Offrez-vous un collecteur d'ordures

■ Dans un numéro précédent (*Vive la vermiculture*, voir *Spore 89*, page 9) nous avons publié un article sur l'élevage des vers. Vous pouvez en nourrir vos animaux et les utiliser pour faire du compost. De plus, les vers peuvent venir à bout de 3 kilos d'ordures par semaine. Prenez un bac peu profond en plastique ou en bois (30 cm de haut, 60 cm de large et 1 m de long) avec un couvercle opaque ou une protection de plastique noir pour maintenir l'obscurité et empêcher que les vers se dessèchent. Percez 20 trous (1 cm de diamètre) sur le dessus, les côtés et le fond pour assurer une bonne circulation de l'air et éviter les odeurs. Placez le récipient sur des briques ou des billots de bois pour faciliter la circulation de l'air. Installez-le près de la cuisine, sous un porche, dans un sous-sol ou une remise. Les vers se développent bien entre 13 °C et 27 °C. Déchirez des journaux en fines bandes et disposez-les dans le récipient jusqu'à ce qu'il soit plein aux deux tiers. Aspergez



Illustration B. Peterson © Organic Gardener

d'eau pour humidifier la litière. Versez deux poignées de terre par dessus la litière. Mettez-y une livre de vers (les vers rouges sont les meilleurs : *Eugenia fetid* ou *Lubricus rubella*). Enfouissez des débris d'aliments sous la litière. Évitez la viande ou les aliments gras. Après deux ou trois mois, vous pouvez commencer à ajouter de la litière nouvelle et des restes de nourriture d'un côté du récipient. En quelques jours, les vers se déplaceront de ce côté et vous pourrez enlever et utiliser le compost qui s'est formé de l'autre côté.

Adapté de *Organic Gardener*, mai 2001.

Rodale Press, 33 E Minor Street,
Emmaus, PA 18098, USA
Site Web : www.organicgardening.com
Site Web : www.wormwoman.com

La jungle bureaucratique freine l'exportation des produits agricoles bio

■ L'agriculture biologique se développe rapidement dans les pays ACP. Elle convient bien aux agriculteurs qui utilisent peu d'intrants et elle rapporte bien si elle peut être commercialisée sous le label bio. Seulement si ! Car pour exporter dans l'Union européenne, une certification officielle est exigée. Cette condition est souvent trop coûteuse pour un producteur individuel, mais une certification collective est possible à condition qu'un groupe de producteurs mette en place des mécanismes appropriés de contrôle interne. Autrement dit, qu'il assure lui-même une partie de l'inspection et qu'une structure extérieure de certification évalue ce système interne. Toutefois, ces structures de certification et les pays importateurs utilisent des critères d'évaluation différents. Pour harmoniser ces procédures, un atelier a été organisé à l'initiative de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique et des organisations de labellisation du

commerce équitable, durant le Biofach 2001 qui s'est tenu à Nuremberg (Allemagne) en mars. Les organismes de certification, les importateurs, les structures gouvernementales et les organisations d'agriculteurs ont souligné la nécessité de plus de transparence et d'uniformité et se sont engagés à rechercher des définitions et des procédures communes.

Boudewijn van den Elzaker, président des Services internationaux d'accréditation de l'agriculture biologique (IOAS), s'est félicité des résultats mais il a souligné que les pays africains mettraient beaucoup de temps à pénétrer le marché européen. Il leur faut d'abord définir des normes nationales, puis assurer le contrôle de la conformité à ces normes, condition importante pour les Européens. De plus, des plates-formes nationales regroupant les principaux acteurs – cultivateurs, organismes de certification, détaillants – devront être mises en place pour identifier et

résoudre les difficultés dans l'ensemble du secteur. Certaines personnes pourraient essayer de travailler comme inspecteurs locaux pour le compte d'une structure internationale de certification, puis créer une nouvelle structure indépendante accréditée. Actuellement, l'Égypte est le seul pays du continent africain comptant des « certificateurs » locaux accrédités par l'IOAS. À terme, chaque pays exportateur devra se conformer aux règlements et procédures européennes.

« En somme, avertit Boudewijn van den Elzaker, le parcours pour devenir un exportateur de produits biologiques reconnu est ardu et prend au moins dix ans. Un protocole uniformisé pour une certification collective de groupements de producteurs devrait sans doute faciliter le processus. »

IFOAM Head Office
c/o Okozentrum Imsbach
D-66636 Tholey-Theley, Allemagne
Fax : + 49 68 53 919 899

Potion magique

■ La potion magique pour éloigner les animaux des arbustes, préconisée par le Food and Fertiliser Technology Centre s'avère efficace. Des femmes qui exploitent une pépinière arboricole dans le nord du Bénin utilisent avec succès cette méthode qui consiste à dissoudre dans de l'eau des excréments frais de chèbres et de moutons et d'asperger les arbres de cette potion une fois par semaine. En ajoutant des graines de neem écrasées, vous éloignerez aussi les insectes nuisibles.

E-mail :
jean-yves.clavreul@wanadoo.fr

La terre de termitières est bonne pour vous

■ Il existe une autre façon de nettoyer votre champ et de vous débarrasser des vieilles termitières (seulement celles qui sont ouvertes ; les autres sont encore vivantes et en fonctionnement). Non seulement elles sont un indicateur de la fermeté du sol pour la construction et constituent une couche imperméable pour la construction de barrages ou d'étangs, mais elles servent aussi de substitut au savon, indique le Professeur Anil G. Gupta du Center for Alternative Agricultural Media, Ahmedabad, Inde.

La fine texture de cette terre nettoie la peau sans détruire son élasticité naturelle et elle agit comme un hydratant. Contrairement au savon, elle ne pollue pas l'eau évacuée. Une petite boulette de cette terre suffit pour un bain. Faites une pâte avec de l'eau, appliquez-la directement sur la peau et lavez-vous normalement.

Médecine traditionnelle avec des moyens modernes

■ Vous êtes intéressé par la médecine vétérinaire traditionnelle ? Explorez la base de données Internet sur ce sujet élaborée par le réseau Prélude (Programme de recherche et de liaison entre les universités pour le développement). Vous y trouverez une importante liste de plantes, leurs noms scientifiques et locaux, leur localisation géographique et les maladies qu'elles guérissent ou soulagent. Une autre base propose des dessins de ces plantes.

Prélude
Institut Carnoy,
4 place Croix du Sud
1348 Louvain-la-Neuve,
Belgique
Fax : 32 10 47 34 71
E-mail :
Lehmann@fynu.ucl.ac.be
Site Web :
//pc4.sisc.ucl.ac.be/prelude/sommaire_ang.html

Plantain : plantez-en plus, récoltez plus

■ « Un système intensif de production comme celui-là, c'est l'avenir, si nos pays veulent satisfaire la demande toujours croissante des classes moyennes urbaines pour les plantains ». Telle est la conclusion d'une visite d'étude organisée par l'INIBAP et le CTA en avril 2001 en République dominicaine (Caraïbes) et au Costa Rica (Amérique centrale), pour huit cultivateurs, vulgarisateurs et chercheurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

L'objectif était d'étudier – pour les reproduire dans leurs pays – les systèmes de production intensive qui ont des rendements nettement plus élevés que les 5 tonnes par hectare obtenues avec des méthodes traditionnelles. Ces systèmes se fondent sur la monoculture avec des rangées très denses de 2 500 à 4 000 plants à l'hectare, alignés de façon à recevoir un maximum de soleil et un minimum de vent. Cela nécessite une irrigation parfaitement programmée, l'élimination des mauvaises herbes et l'utilisation d'engrais, de fongicides et de pesticides, bien que la faible incidence de la cercosporiose dans ce système permette de réduire les doses de fongicide.



Produire plus pour répondre à une demande croissante.

Le plus contraignant : les plants sont renouvelés chaque année. Il est déconseillé d'utiliser des rejets : la seconde récolte est retardée et le rendement réduit de moitié.

Les visiteurs ont conclu que ce système peut s'exporter, mais qu'il est plus adapté à des cultivateurs riches, à des groupes ou à des coopératives qu'à des petits exploitants. Il exige des ressources pour les intrants, le transport et la com-

mercialisation. Est-ce une bonne option dans ces conditions ? Une demande grandissante conduit à plus de revenus et la pression sur les terres impose des méthodes intensives. Toutefois, comme le rappellent nos amis du site Web camerounais de proverbes de sagesse populaire (www.wagne.net) : « Ne faites jamais de promesses dans une réunion avec un régime de bananes qui est encore en brousse. »

Semences : une grande diversité

Une semence sur cinq acquise par les agriculteurs des pays ACP provient des systèmes traditionnels d'approvisionnement. Depuis une dizaine d'années, ces systèmes renaissent avec des méthodes très différentes, mais toujours sous forme de réseaux. Nous vous conseillons d'en contacter un ; vous en découvrirez ainsi beaucoup d'autres grâce au vieux principe du bouche à oreille.

Le plus connu est sans doute le Livingstone Food Security Project (LFSP) qui a bâti une série de réseaux autour des variétés de mil et de sorgho résistants à la sécheresse. Il comptait 330 membres en 1994. En mars 2001, ils étaient 40 000.

(LFSP c/o CARE, PO Box 60256, Livingstone, Zambia. Fax : + 260 3 320687; e-mail : cliving@zamnet.zm; site Web : www.care.org/programs).

LFSP a obtenu un espace dans le site Web de l'encyclopédie de la durabilité, où l'on trouve une fiche avec de nombreuses suggestions pour adopter ou reproduire cette approche dans d'autres situations : www.bothends.org

Le Centre national de semences forestières (01 BP 2682, Ougadougou, Burkina Faso ; fax : + 226 30 12 32) dispose de beaucoup d'informations sur les arbres fruitiers et les plantes fourragères, mais la collection la plus riche, qui couvre le monde entier, se trouve dans la



banque de données sur les fournisseurs de semences forestières gérée par le Centre international de recherche en agroforesterie : ICRAF, PO Box 30677, Nairobi, Kenya. Fax : + 254 2 521001; e-mail : icraf@cgiar.org; site Web : www.icraf.cgiar.org/treesd On peut également demander à l'ICRAF une version imprimée.

Il existe toutes sortes de fournisseurs de semences et de structures d'appui hors des pays ACP : le réseau Jardin Tropical poursuit sans relâche la promotion du maraîchage en fournissant des semences et en militant pour l'introduction du maraîchage dans les stratégies de sécurité alimentaire (JTS, ZA des Fousseaux, avenue des



Carreaux, 49480 Saint-Sylvain-d'Anjou, France ; Fax : + 33 2 4176 5770; e-mail : jme.cordier@wanadoo.fr; site Web : www.jts-semences.com).

Le réseau Seeds for Africa (Semences pour l'Afrique) propose de petits prêts pour l'achat de semences locales, particulièrement pour les jardins scolaires (SFA, PO Box 581, Canterbury, Kent CT2 7SW, Grande-Bretagne, et PO Box 60837, Nairobi, Kenya. Fax : + 44 1227 823426 ; e-mail : info@seedsforafrica.org; site Web : www.seedsforafrica.org)

Le plus fameux reste le réseau de semences ECHO qui fournit des sachets gratuits de semences pour des essais, non pas aux exploitants individuels mais aux institutions de formation agricoles ou aux agences de vulgarisation dans les pays ACP et les autres pays en développement. Son catalogue est une mine d'or pour ceux qui sont à la recherche de semences. Il propose également une longue liste des fournisseurs qu'il recommande à travers le monde. Malin ! (ECHO, 17391 Durrance Road, North Fort Myers, FL 33917-2239, USA ; fax : +1 941 543 5317 ; e-mail : echo@echonet.org; site Web : www.echonet.org)



À la tête des sources commerciales, que l'on compte par milliers, on trouve le réseau Technisem qui dispose de bureaux régionaux, notamment en Afrique de l'Ouest et dans l'océan Indien et qui est également actif dans les Caraïbes et dans le Pacifique, à travers un bureau au Viêt-Nam (Technisem, 7 rue de Garigliano, ZAC des Gatines, 91601 Savigny-sur-Orge, France ; fax : + 33 1 6996 8601 ; e-mail : technisem@technisem.com ; site Web : www.technisem.com)

Une liste complète de fournisseurs est disponible à la Fédération internationale des semences : FIS, Chemin du Reposoir 1, 1260 Nyon, Suisse. Fax : 41 22 365 4421;

e-mail : fis@worldseed.org ; site Web : www.worldseed.org

Et une fois que vous avez troqué ou acheté vos semences, comment les conserver ? Vous pouvez trouver quelques bonnes astuces avec une dose de sagesse scientifique dans le compendium très diffusé Seed Storage Behaviour de l'Institut international des plantes et des ressources génétiques. Il existe aussi

en version électronique sous forme de base de données (*the Electronic Seed Storage Behaviour (ESSB) Compendium*. IPGRI, Via dei Tre Denari 472/a, 00057 Maccarese (Fiumicino) Rome, Italie ; fax : + 39 06 61 97 96 61 e-mail : ipgri@cgiar.org; site Web : www.ipgri.org/themes/exsitu/seed_setup.htm) Notez, à cette occasion, la nouvelle adresse de l'IPGRI.



La surveillance des maladies animales



La FAO est de loin la source de conseils la plus précise et la plus complète en la matière et le Système de prévention d'urgence pour les maladies végétales et animales transfrontières (IMPRES) en est le principal contact. La meilleure ressource « tout-en-un » est le *Manual on Livestock Disease Surveillance and Information Systems*, qui décrit la mise en place et le fonctionnement d'un système de surveillance à « faibles coûts ».

Les mesures annoncées en juin 2001 par l'Organisation internationale des épizooties (OIE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec la FAO, pour assister les systèmes nationaux de surveillance seront disponibles en français et en anglais en version imprimée et sur leurs sites Web, www.oie.int et www.who.int. Le bulletin spécialisé « Le relevé épi-

démiologique hebdomadaire » sur www.who.int/wer donne des informations rapides et fiables sur les cas et éruptions de maladies.

Manual on Livestock Disease Surveillance and Information Systems. FAO, 2001. FAO number W3737/E. 121 pages, ISBN 925104144X, US\$ 16.00/18,90 €.

Manual on bovine spongiform encephalopathy, FAO, 2001. FAO number W8656/E. 60 pages, ISBN 925104144X, prix : US\$ 11.00/13 €.

Prevention and control of transboundary animal diseases, FAO, 2001. FAO number W3737/E. 121pages, ISBN 925104144X, prix : US\$ 16.00/18,90 €.

Groupe distribution et ventes, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ; fax : + 39 06 5705 3360; E-mail : Publications-sales@fao.org

FAO EMPRES, service de la santé animale
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Fax : + 39.06.570.53023
e-mail : mailto:empres-livestock@fao.org
empres-livestock@fao.org
Site Web : www.fao.org/waicent/faoinfo/agricult/aga/agah/empres

OIE
12, rue de Prony, 75017 Paris, France
Fax : + 33 1 4267 0987

OMS
20, avenue Appia
CH-1211 Genève 27, Suisse
Fax : + 41 22 791 48 57

Publications

Vous voyez ce que je veux dire ?

Les images sont largement utilisées pour véhiculer des messages. En tant que telles, elles sont un moyen de communication puissant, direct et instantané. L'image d'une flèche en dents de scie pointant sous un nuage signifie qu'il y a un orage qui couve et rien d'autre. Mais les choses sont rarement ce qu'elles semblent être au premier abord. Certains logos ou symboles varient d'un lieu à un autre pour désigner des choses identiques. Ils peuvent être source de confusion et de malentendu s'ils sont utilisés dans un contexte différent et donc passer totalement à côté du but. Pour communiquer, considère Volker Hoffmann, l'auteur

de ce livre, le mot et l'image ont ensemble plus de force que chacun des deux utilisé isolément, mais les possibilités de la communication par l'image sont à la fois surestimées et sous-exploitées. Il développe les bases théoriques de concepts comme la communication, l'expression et la perception. Il explique les principales circonstances historiques qui ont influencé ces concepts et ont conduit à des différences importantes entre l'Europe et l'Afrique, par exemple. Après avoir débattu de différentes approches et contextes propres aux programmes de développement rural à travers l'Afrique, le livre s'achève par une description



détaillée de deux cas, au Burkina Faso et au Rwanda, où la communication assistée par l'image a été mise en pratique avec succès.

La communication sous-tendue par l'image en Afrique
V Hoffmann, Margraf-CTA, 2000.
354 pages. ISBN 3 8236 1344 8
N° CTA 1039. 40 unités de crédit

Collection « nouvelle formule »

La collection « Le technicien d'agriculture tropicale » poursuit désormais son existence avec une nouvelle présentation. En une douzaine d'années, près de 40 manuels pratiques ont été publiés dans cette collection avec le soutien du CTA comme coéditeur. Ces titres sont toujours disponibles auprès du CTA pour les abonnés du Service de distribution. D'autres coéditeurs ont à présent pris le relais du

CTA, et deux nouveaux titres sont venus enrichir la collection « nouvelle formule » ; ils continuent la tradition des petits manuels pratiques axés sur une production spécifique ou sur des techniques agricoles. Le *Manuel de production d'alevins du silure africain* rend compte de l'expérience des pisciculteurs de la côte ouest-africaine, où un marché urbain en pleine croissance peut

générer une nouvelle demande massive pour ce poisson source de protéines.

La fertilité des sols tropicaux est un guide détaillé des sols, des éléments minéraux et des dynamiques de dégradation et de restauration de la fertilité.

Attention, ces deux titres sont à commander à l'éditeur ; ils ne sont pas disponibles au CTA.

La fertilité des sols tropicaux
R Bertrand, J Gigou, Éditions
Maisonneuve et Larose, 2000
396 pages
ISBN 2-7068-1429-2
FRF 65 • € 9.90

Le silure : manuel de production
d'alevins du silure africain,
Heterobranchus longifilis
S Gilles, R Dugué, J Slembrouck,
Éditions Maisonneuve et Larose/IRD,
2001. 129 pages
ISBN 2-7068-1484-5
FRF 65 • € 9.90
Éditions Maisonneuve et Larose
15 rue Victor-Cousin 75005 Paris,
France
Fax : + 33 1 44 41 49 57
E-mail : servedit@wanadoo.fr
Site Web : www.maisonneuve-et-larose.com

Savoureux, le safou

Le safou est un fruit apprécié des communautés rurales du Cameroun depuis toujours et sa culture offre de belles perspectives de revenus en Afrique de Ouest et du Centre.

La publication de ce *Guide de la culture du safoutier* est une remarquable initiative d'un auteur et d'un éditeur africains qui ont su

anticiper la demande du public. Il arrive à point nommé pour satisfaire un intérêt croissant des agriculteurs pour l'exploitation du safoutier. L'auteur connaît bien son affaire : spécialisé en sylviculture et il anime depuis 1987 le réseau africain du safou (ASANET). Ce guide décrit les étapes de la production, de l'établissement d'une pépinière à la conservation des fruits en passant par la plantation et la lutte phytosanitaire.

Guide de la culture du safoutier
J Kengue, Coédition CTA/
Éditions CLE, Yaoundé, 2001
55 pages.
ISBN 2-7235-0090-X
N° CTA 1036.
5 unités de crédit.
Éditions CLE,
BP 1501, Yaoundé, Cameroun
Fax : + 237 23 27 09
E-mail : cle@wagne.net
Site Web : www.wagne.net/cle



La biodiversité au secours du développement

Un numéro spécial (numéro 268, 2^e trimestre 2001) de la revue *Bois et forêts des tropiques*, éditée par le Cirad-forêt, présente la biodiversité comme un appui au développement. Y figurent des explications sur les conventions internationales, les projets de restauration écologique dans le Pacifique, la biodiversité des sols tropicaux et une enquête sur la pertinence du réseau des aires protégées dans les zones forestières en Afrique centrale atlantique.

Bois et forêts des tropiques, numéro spécial Biodiversité, n° 268
ISSN 0006-579x
Cirad-forêt, Campus international de Baillarguet, TA 10/B
34398 Montpellier Cedex 5
France
Fax : + 33 4 67 59 37 55

Autonomie financière

Le forum Palabre Nord-Sud et Sud-Sud est un espace de concertation entre les organismes d'appui au monde rural et les organisations paysannes, qui vise à valoriser les réactions du terrain sur les enjeux liés au milieu rural africain. La première rencontre internationale, qui a rassemblé une quarantaine de représentants d'organisations paysannes et d'organismes d'appui, s'est tenue en juillet 2000 au CESAO de Bobo Dioulasso (Burkina Faso). Elle a été organisée avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères et du CTA. En voici les actes, qui soulignent la décision de poursuivre cette forme de partenariat décentralisé.

La mobilisation des ressources locales en vue de l'autonomie financière des organisations paysannes africaines. Forum Palabre, Atelier 2000, 36 pages
Forum Palabre, s/c CESAO
01 BP 305, Bobo Dioulasso
Burkina Faso
E-mail : cesao.bobo@fasonet.bf

Interactions APAD

Le répertoire des membres de l'association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement (APAD) est une véritable mine d'informations et de contacts. Compte tenu de l'engagement de l'association dans des thèmes aussi divers que le commerce, la logistique, la sociologie, les rapports urbain-rural et son intérêt pour l'agriculture urbaine, il s'agit sans aucun doute d'un ouvrage à consulter. Officiellement, il est uniquement diffusé aux membres de l'association. Il est donc conseillé de s'informer auprès du secrétariat sur les conditions d'abonnement.

APAD, Centre de la Vieille Charité
2 rue de la Charité,
13002 Marseille, France
Fax : + 33 4 91 91 34 01
E-mail : apad@ehess.cnrs-mrs.fr

Interactions rural-urbain, suite

■ Suite au séminaire organisé à St Louis (Sénégal) en 1999 (voir *Spore* 88) sur les interactions et les interfaces rural-urbain, voici une bonne dizaine de témoignages d'Afrique de l'Ouest sur l'agriculture urbaine (élevage, distribution, gestion des marchés), les enjeux fonciers, les rôles des femmes, plus une réflexion importante sur la personnalisation de l'impersonnel autour du commerce de l'igname à Cotonou, au Bénin.

Interactions rural-urbain: circulation et mobilisation des ressources
 Abdou Salam Fall, Cheikh Guèye, Ibrahim Dia (Eds.)
 156 pages
 ISBN 3-8258-4797-7
 APAD, Centre de la Vieille Charité
 2 rue de la Charité, 13002
 Marseille, France
 Fax : + 33 4 91 91 34 01
 E-mail : apad@ehess.cnrs-mrs.fr

Ravi du rotin?

■ Le rotin, sa taxonomie, sa biologie, son écologie et son économie sont examinés dans le numéro 205 (Volume 52, 2001/2) du bulletin *Unasyvla*, revue internationale de la FAO sur les forêts et les industries forestières. Des articles spéciaux sur les ressources en rotin et leur utilisation en Afrique occidentale et centrale et sur la transformation et la commercialisation du rotin en Afrique ouvrent des pistes utiles pour développer les activités dans ce domaine.

Unasyvla paraît quatre fois par an en français, en espagnol et en anglais
 Prix de l'abonnement annuel : 36.00 \$ US • 42,35 €
 Exemplaire unique sur demande : Groupes des ventes/division de l'information
 FAO, Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italie
 Fax : + 39 06 5705 3360
 E-Mail : publications-sales@fao.org

L'insécurité alimentaire

Les actes bilingues d'un séminaire structuré autour des trois thèmes de l'identification des groupes vulnérables, l'impact des politiques d'intervention et les systèmes d'information et les structures institutionnelles nécessaires.

Food insecurity in ACP countries / L'insécurité alimentaire dans les pays ACP. Policy and programme interventions affecting vulnerable groups/Des politiques et programmes d'interventions aux groupes vulnérables
 Actes d'un séminaire du CTA
 Leuven, Belgique, 26-30 octobre 1998
 CTA, 2000
 354 pages
 ISBN 92 9081 2400
 N° CTA 1029
 40 unités de crédit

Participer maintenant « pour de vrai »

■ La participation a été un slogan souvent entendu et un thème récurrent dans les stratégies de développement ces vingt dernières années. Dans de très nombreux projets, méthodes et approches, elle est présentée comme une nouvelle découverte.

La participation poursuit un objectif juste et louable, dans tous les aspects du développement rural comme urbain. Mais dans la réalité, les populations qui sont décrites comme « participantes » ne sont guère plus que des spectatrices. Au niveau de la base – pour continuer à utiliser le jargon habituel – on note un scepticisme et une lassitude justifiés pour les stratégies dites participatives de développement agricole.

Qu'est-ce qui n'a pas marché, et en fait, cette approche a-t-elle trouvé sa voie? Voici le type de questions fondamentales qu'un

groupe de 'gourous de la participation' se pose dans ce courageux ouvrage. Quelques-uns des plus fervents adeptes de la participation, qu'il s'agisse de conseillers du Nord ou de brillants esprits du Sud, ont examiné leurs propres expériences : Pretty, Farrington, Guèye, Floquet... Des études de cas au Burkina Faso, en Ethiopie, en Guinée et au Rwanda sont présentées en même temps que des perspectives d'Amérique latine, d'Asie du Sud ou d'Europe de l'Est.

Leurs conclusions? Comme souvent quand il s'agit d'auto-critique, elles sont séduisantes et, fondamentalement, elles tendent à indiquer qu'il faut plus de participation. Elles sont plutôt honnêtes et il faut les louer pour cette remise en question, mais pourquoi cette mauvaise conscience et ce ton parfois pédant?



Les enquêtes participatives en débat. Ambition, pratiques et enjeux
 P Lavigne Delville, N-E Sellamna, M Mathieu. Éditions Karthala/ GRET/ ICRA, Paris, 2000
 544 pages
 ISBN 2-84586-116-8
 Prix : 195 FF • 29,70 €
 Éditions Karthala
 22-24 boulevard Arago
 75013 Paris, France
 E-mail : karthala@wanadoo.fr
 Site Web : www.karthala.com.

Montre-moi tes outils, je te dirai comment tu cultives

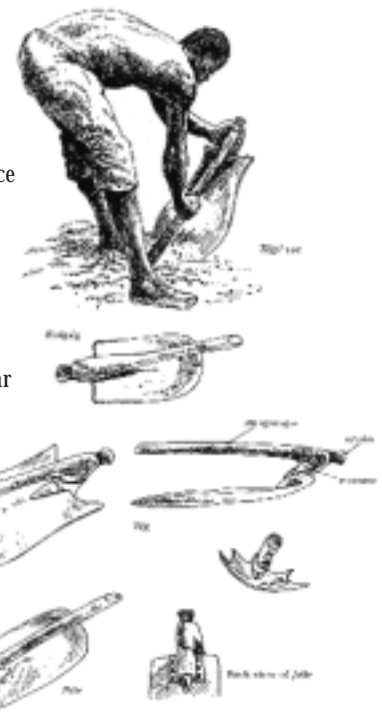


■ Les outils d'un agriculteur ou d'une agricultrice sont la meilleure expression d'un système agricole. Ils témoignent des options, parfois prises depuis des siècles par les agriculteurs, pour travailler dans les conditions les mieux adaptées au contexte local. Comme le souligne l'auteur, « Il n'y a pas d'agriculture. Il n'y a que des agricultures, autant que de terroirs cultivés sur cette terre. Et ce qui définit chacune d'elles, c'est d'être un ensemble structuré de pratiques, un 'faire'. On a une

assez bonne idée des éléments constitutifs de chaque agriculture, climat et sols, plantes et animaux, marchés. Ce qu'on connaît beaucoup moins bien en revanche, c'est ce que font les agriculteurs (-trices), comment ils préparent leurs champs, comment ils sèment, comment ils récoltent... »

Cette collection illustrée de quinze articles, rédigés par divers spécialistes, fournit un aperçu instructif et fascinant de la complexité de simples outils agricoles comme la houe, la charette, le grattoir. Ils abordent les aspects scientifiques, sociologiques, ergonomiques (efficacité), ainsi que la conception des outils. Se basant sur des études de cas à travers l'Afrique, ils expliquent pourquoi certains outils ont été des succès et d'autres n'ont pas été adoptés. Si l'article paru dans *Spore* 93 (*Sarcle, binette, sarcle...*) vous a alerté sur l'importance d'avoir des outils bien conçus, ce livre est votre prochaine étape.

C'est à la fois un document de travail et une œuvre d'art. Il trouvera sa place aussi bien à l'atelier



du forgeron ou du charpentier que sur la table à dessin du concepteur d'outils.

Les instruments aratoires en Afrique tropicale
 Collection dirigée par J Copans, Éditions Karthala, Paris, 2000
 400 pages
 ISBN 2-84586-023-4
 Prix : 180 FF • 24,40 €
 Éditions Karthala
 22-24 boulevard Arago
 75013 Paris, France
 E-mail : karthala@wanadoo.fr
 Site Web : www.karthala.com

Les livres publiés par les éditeurs des pays ACP sont toujours bienvenus dans cette rubrique. Nous invitons vivement tous les professionnels locaux à nous faire parvenir leurs ouvrages.

Commerce en liberté surveillée



■ L'intégration des économies agricoles d'Afrique dans l'économie mondiale est un thème récurrent chez la plupart des décideurs (Voir aussi pages 4-5). Dans *L'Afrique, le GATT et l'OMC*, Jean-Maurice Djoussou nous introduit dans les relations entre les pays africains et les institutions

mondiales qui régissent les échanges mondiaux.

Après l'époque coloniale et une présence passive au sein du GATT, l'Afrique essaie désormais d'insérer son économie agricole, entre autres secteurs, dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). De nombreux économistes voient le marché régional comme le meilleur chemin vers l'intégration et Djoussou est un farouche partisan de cette stratégie qu'il appelle le «régionalisme international». Il plaide pour un renforcement des institutions économiques africaines comme d'autres régions l'ont déjà fait. Le bénéfice d'un marché mondial libre, dit-il, réside dans le postulat suivant lequel toutes les nations participantes tirent un avantage de la libéralisation progressive des échanges.

Le défi, comme d'habitude, n'est pas dans une rhétorique de la mondialisation, mais dans l'adaptation des institutions nationales et régionales pour qu'elles deviennent des acteurs mondiaux. Heureusement une grande partie de ce livre bien documenté traite des modalités de cette transition.

L'Afrique, le GATT et l'OMC.

Entre territoires douaniers et régions commerciales

J-M Djoussou, *L'Harmattan/Les Presses de l'Université Laval*, Paris, 2000

282 pages

ISBN 2-7384-9805-1

Prix : 110 FF • 16,75 €

Éditions L'Harmattan

5-7 rue de l'École Polytechnique,

75005 Paris,

France

Fax : + 33 1 43 25 82 03

E-mail : harmat@worldnet.fr

Site Web : www.editions-harmattan.fr

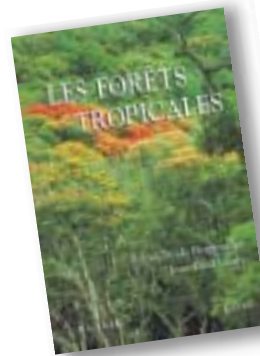
Une ode à la forêt

■ Voici un de ces ouvrages malheureusement trop rares qui montrent que des chercheurs peuvent écrire pour un public non scientifique.

Il ne s'agit ni d'un guide technique de la forêt ni d'un ouvrage d'économie forestière. Il s'agit plus simplement d'un essai étendu d'appréciation de la forêt. Il contient une superbe introduction sur les préoccupations et les perspectives du forestier, qu'il soit étranger ou indigène.

L'ouvrage décrit l'histoire biologique et le développement de la forêt tropicale, surtout en référence à l'Afrique. Il explique l'importance de la forêt dans la biodiversité, de même que sa valeur économique en tant que ressource naturelle, produit

d'exploitation et composante d'une écologie globale. Quels sont les besoins et les fonctions de ceux qui vivent dans la forêt et alentour? Quels sont les changements dans la profession de forestier? Comment l'évolution professionnelle de ceux qui étaient des «gendarmes des espaces boisés» (une représentation dépassée) les conduit à des fonctions de médiateur avec des compétences en sciences naturelles (écologie, botanique, hydrologie, zoologie), en économie, en sciences sociales, en agronomie? Ce livre est engagé sans être trop passionné et didactique sans être trop scientifique. Un bon panorama de ce que la forêt peut attendre de l'homme et vice-versa.



Les forêts tropicales

J-C Bergonzini, J-P Lanly, *Éditions Karthala/Cirad*, Paris, 2000

168 pages

ISBN Karthala 2-84586-134-6

Prix : 120 FF • 18,30 €

Éditions Karthala

22-24 boulevard Arago

75013 Paris, France

E-mail : karthala@wanadoo.fr

Site Web : www.karthala.com

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement

agricole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays.

Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne – Fax : + 49 6151 3140 48 – E-mail : triops@net-library.de – Site Web : <http://www.net-library.de>

Manuels de vulgarisation

■ Optimiser la production et les exportations des produits de niche, c'est le but d'une série de publications techniques et pratiques éditée par le ministère malgache des Finances, avec le soutien du programme UE Ressources Stabex, du Comité National de commercialisation du café, du Groupement des entreprises SAVA et du Groupement national des exportateurs de vanille et avec l'appui technique du conseil de recherche agricole (Fofifa) et du Cirad.

Bilingues (malgache et français), ces manuels sont si soigneusement illustrés et explicites que les textes deviennent presque redondants.

Manuel de vulgarisation pour la production, l'entretien et la récolte du litchi. 36 pages

Manuel de vulgarisation de la culture semi-intensive de la vanille. 80 pages

Manuel de vulgarisation de la préparation de la vanille. 76 pages

Manuel de vulgarisation de la culture du poivre. 84 pages

Manuel de vulgarisation de la culture du café robusta. 76 pages

Ministère des finances et de l'économie
BP 61
Antananarivo 101
Madagascar
Fax : + 261 20 22 34 530

Traverses, traverses

■ La collection Traverses est éditée par le Groupe Initiatives qui rassemble sept organisations françaises de coopération internationale partageant une ambition commune pour un développement au service des acteurs locaux. La série aborde souvent des thèmes agricoles et ruraux, incluant les expériences d'un des membres du groupe dans le montage d'instances paritaires pour la gestion des ressources communes.

Des instances paritaires pour gérer des ressources communes?
Deux expériences de gestion paritaire des ressources pastorales (Tchad oriental, Guinée maritime)
V Barraud, S Béréte, D Intartaglia Vétérinaires Sans Frontières, Lyon, 2000
N° 8, *Traverses*
25 pages
Vétérinaires Sans Frontières,
14 avenue Berthelot
69007 Lyon,
France
Fax : + 33 4 78 69 79 56
E-mail : vsf@globenet.org
Les numéros de *Traverses* sont aussi diffusés via le site Web du GRET: www.gret.org, ressources en ligne/*Traverses*

Boîte postale 380

Beaucoup d'exemples nous sont parvenus en réponse à la question que nous posions dans *Spore* 91 « Comment utilisez-vous *Spore* ? ». Et vous, est-ce que vous nous avez déjà dit comment vous utilisez *Spore* ? Écrivez-nous (notre adresse est dans l'encadré vert), ou bien communiquez-nous vos questions, réactions, recettes, projets...



55 lecteurs pour un exemplaire

■ Au Centre vétérinaire de Debre Marcos, en Éthiopie, une foule de gens utilisent l'exemplaire *Spore* de **Teshome Muluye**. « Nous faisons circuler *Spore* dans le bureau et les visiteurs viennent nous voir pour le lire. En tout, cela fait environ 15 vétérinaires, plus de 20 agents agricoles de terrain et environ 20 autres personnes qui lisent chaque numéro. »

À l'abri des nuisibles du coton!

■ « Merci infiniment pour l'envoi de *Spore* 91 », nous écrit le **Directeur de l'Association des Planteurs et Eleveurs du Togo (APE-TO)** d'Atakpamé. « Dès que nous l'avons entre les mains, c'est fini. Un titre : *Santé et sécurité du travail dans l'agriculture. La Sécurité n'est pas un vain mot*. Une histoire de nous mettre en appétit. Tiens l'article suivant (sur la culture hors-sol) a l'air particulièrement intéressant. Et à la page 11, publications : *Reconnaître les principaux nuisibles du coton*. Voilà qui retient notre souffle. Commercialisé, mais avec toujours des qualités inférieures, le coton devrait être prochainement beaucoup plus soigné. Voilà pourquoi l'encadré dans lequel se trouvent ces insectes nuisibles est agrandi, et plus d'une centaine de photocopies sont tirées pour être distribuées immédiatement aux producteurs de la Coopérative avant la commande des publications elles-mêmes. »

Bougez-vous, les hommes !

■ **Navy Simukonda**, directeur par intérim du Transkei Land Service Organisation (TRALSO) à Umtata, Eastern Cape, en Afrique du Sud nous fait part de la réussite du projet féminin Masibambane à Mpindweni près d'Umtata.

« Le projet a démarré en 1996 à l'occasion d'un cas de revendication sur une terre, que TRALSO a défendu. Les femmes engagées dans le projet ont monté des activités rémunératrices dont une boulangerie, un atelier de couture et un potager communautaire. En 1998 elles ont bénéficié d'une formation en boulangerie, en maraîchage et en élevage de porcs - ainsi que de quelques fonds de l'ambassade des Pays-Bas. Un potager communautaire a été réalisé sur un nouveau site de 2,5 ha, avec une construction. Malheureusement, la clôture du jardin a été cassée et le bétail est entré dans le jardin et a dévasté toutes les cultures des femmes.

Les coupables étaient des hommes, des notables de la communauté qui se sentaient menacés par ce succès des femmes. Ils ont déclaré que les femmes n'auraient pas accès à la terre tant qu'aucun

homme n'y serait associé et que, de toute façon, ce terrain était destiné au bétail. Progressivement, après plusieurs réunions de négociation, la communauté a admis que les femmes participaient comme les hommes au développement de la communauté. Désormais, le projet est installé sur le nouveau site et les hommes n'exercent plus de menaces. Grâce à ce succès, dix nouveaux groupes d'autodéveloppement féminin se sont mis en place dans le cadre du forum Masizakhe Mpindweni, qui signifie en Xhosa "s'entraider pour bâtir ensemble". Les hommes n'ont pas bronché et ils ont tous été invités à la cérémonie de lancement du Forum Masizakhe. »



Les membres du projet féminin de Masibambane, avec Mme Y van Eechoud de l'ambassade des Pays-Bas et M. Simukonda.

Élever des autruches

■ Depuis Tukuyu (Tanzanie), **Patrick Andrew Masuba** nous adresse une question. « Je veux commencer un élevage d'autruches. Avant de me lancer, je suis à la recherche d'informations sur les éleveurs d'autruches en Afrique du Sud, Zimbabwe, Namibie, Kenya, Botswana, Hollande, Angleterre, Israël, Australie et Zambie. Merci de votre aide. »

Nous avons envoyé à Patrick Andrew Masuba une liste des associations de producteurs d'autruches pour ces pays et nous leur avons écrit pour leur demander de le contacter. Nous envisageons un article sur l'élevage des autruches dans un futur numéro de Spore.

Résoudre vos problèmes sur Internet ?

■ Un fidèle lecteur, **Jean Revol** de Technodoc à Montélimar, France, est « vraiment étonné qu'il n'y ait pas encore de liste de discussion (egroup) consacrée aux problèmes techniques de développement. Vous donnez sans cesse des adresses Internet où les gens n'osent pas trop s'aventurer, alors qu'il suffirait de créer une liste de diffusion où chacun pourrait poser son problème à tous les autres membres de la liste et vous vous apercevriez à ce moment-là que des réponses pertinentes arriveraient, au moins pour la moitié des questions, sans que cela ne coûte un sou d'expertise. Bien sûr il faudrait un gestionnaire (dit modérateur) pour contrôler

tout ça et plusieurs listes selon les diverses langues (français, anglais, portugais, espagnol). L'idéal serait de tout traduire » .

Le CTA a lancé une liste de discussion bilingue sur l'agriculture et la technologie. Nous invitons Monsieur Revol et les autres lecteurs intéressés à s'y inscrire en envoyant un e-mail à lyris@lyris.bellanet.org sans objet et avec le texte suivant : `subscribe afagriclt-1 <votre nom>`. Nous utilisons ce groupe de discussion comme source pour les articles de Spore.

Un condiment qui « met en appétit »

■ **Ahmed Idris Hassen**, du Département de biologie à l'Université d'Alemaya, en Éthiopie, nous rappelle que « dans beaucoup de pays africains, la plupart des aliments de base et des condiments sont le résultat d'une fermentation microbienne et l'Éthiopie ne fait pas exception. Dans le sud du pays, le datta est très apprécié. Il s'agit d'un gruau vert appétissant, préparé à partir d'un mélange de légumes verts frais. Mélangez 200g de poivron vert, 50g de gingembre pelé et lavé, 50 g d'ail pelé et lavé et au moins 25g de feuille de rue (*Ruta chalepensis*). Passez le tout au moulin manuel en ajoutant de l'eau pour faire une pâte. Versez le mélange dans une bouteille avec un bouchon à vis et mettez de côté pour la fermentation. Au bout de quelques heures, l'arôme attirera tous les passants. Mélangez un peu de beurre avec le datta et servez-le avec du pain, de la viande crue ou de l'injera, la galette traditionnelle éthiopienne. »

Comité consultatif :

Conjuguer passé, présent et futur...

Les architectes de la grande salle de réunion du siège du CTA ont vu juste quand ils ont fait percer des fenêtres étroites dans les murs massifs. La lumière s'y engouffre de manière parfois aveuglante, rappel permanent du monde extérieur. Il n'est donc pas étonnant que des sujets aussi importants que la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement, les stratégies sensibles au genre et l'épidémie de Sida ont été parmi les principaux thèmes abordés lors de la seizième réunion du Comité consultatif du CTA qui s'est tenue du 5 au 8 juin 2001 à Wageningen.

Le Comité consultatif est mandaté par le Comité ACP/UE des Ambassadeurs pour conseiller le Centre sur la façon de remplir son mandat. Composé de spécialistes de trente États ACP et de l'UE, le Comité élit un bureau parmi ses membres, en assurant une parité de la représentation entre ACP et UE et la rotation des postes. La réunion de juin a élu à la présidence M. J. Flanagan (Irlande) à la succession de Mme T. Ngomane (Afrique du Sud), et M. J.-P. Toihen (Bénin) comme vice-président. Deux autres personnes ont été élues au Groupe restreint: Mme H. Boulkou (Grèce) et M. W. Gibson (Trinidad et Tobago).

Ce groupe agit au nom du Comité consultatif en dehors des réunions annuelles.

La principale tâche du Comité consultatif a consisté à commenter le Plan stratégique qui a été élaboré à la suite de l'Accord de Cotonou de juin 2000, et sa traduction en un programme d'activités à partir de 2002. Le CTA a proposé de travailler en trois programmes opérationnels soutenus par des services généraux et de planification. Le premier programme serait connu comme le

Programme des produits et services d'information regroupant la production et la diffusion d'informations par le CTA, que ce soit sous forme imprimée ou électronique. Le Programme des services et canaux de communication serait axé sur la promotion de l'usage de la communication électronique au service de l'agriculture et du développement rural : radio, TV, Internet et réseaux électroniques. Le Programme des techniques et systèmes de gestion de l'information et de la communication s'occuperait de fournir de la formation et un appui intégré à la gestion de la communication et de l'information aux organisations nationales et locales des pays ACP.

M. Flanagan a déclaré à Spore que le CTA a pour mission de faciliter l'accès à l'information et d'aider ceux qui en ont besoin à l'utiliser. « Ce n'est pas le manque d'information qui pose problème, a-t-il dit, car il y a beaucoup d'informations très utiles pour, par exemple, formuler des politiques, cibler des ruraux pauvres, ou parvenir à la sécurité alimentaire. Le problème est que ces informations sont sous-utilisées : le défi est de les faire connaître et de les mettre à disposition. »

L'information agricole s'appuie de plus en plus sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), et il est donc essentiel de trouver un juste équilibre entre les outils modernes et leur gestion (en ligne, Internet), et les technologies « anciennes » telles que le livre et le cédérom. « Nous devons être à l'avant-garde du nouveau, sans pour autant abandonner l'ancien » a-t-il souligné, faisant référence aux fonctions du Centre comme fournisseur d'information et facilitateur de la gestion des informations.

« L'ancien et le nouveau ont chacun leur place dans les dynamiques futures du CTA, a-t-il précisé, aussi bien que les approches éprouvées qu'il pratique pour encourager l'échange d'informations : visites d'étude et séminaires par exemple. »

Pour le CTA, le défi consiste à adapter son expertise du travail en réseau à un contexte où les TIC sont plus importantes, à aider ses partenaires à adapter ces TIC à leurs besoins et à sélectionner, gérer et communiquer des informations. Les ONG et les organisations de la société civile occupent une place de plus en plus importante sur la scène du développement, aussi le CTA doit-il changer ses politiques pour satisfaire leurs besoins d'une façon nouvelle.

Des défis en abondance et une approche moderne et décidée du changement pour être encore plus utile : tels sont les quelques points à retenir et qui peuvent intéresser ceux qui n'étaient pas dans cette lumineuse salle de réunion...



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. *Spore* est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accord de Cotonou ACP-CE

CTA : Postbus 380,
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : + 31 317 467 100
Fax : + 31 317 460 067
E-mail : cta@cta.nl
Site Web : <http://www.cta.nl>
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

Rédaction : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,
34150 Aniane, France
Fax : + 33 4 67 57 01 80
E-mail : louma@louma.fr
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : + 31 297 540 514
E-mail : info@spore-magazine.org

Ont participé à ce numéro :
Didier Chabrol, Marcel Chimwala,
O'Neil Cuffe, Bernard Favre,
Erik Heijmans, Catherine Marzin,
Paul Osborn, Jacques Sultan, Christine Tissot, Laurens Voegelzang.

Mise en page : Louma productions
Impression : Imprimerie Publicep, France
© CTA 2 001 – ISSN 1011-0046

Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit.
Merci de mentionner *Spore* comme source.

L'alphabétisation vous ouvre le monde

Le centre d'information « Universe » d'Akassato (BP 159, Ab-Calavi, Bénin) recherche des contacts avec d'autres centres ou agences qui pourraient l'aider à accroître et à organiser sa collection, qui comprend de nombreuses publications du CTA, nous dit son responsable, Jacques Sovi.





Andrew Saba Gana est sélectionneur dans le programme de recherche sur le riz du National Cereals Research Institute au Nigeria. Son activité le met en contact avec les paysans des différentes zones agro-écologiques de son pays.

Petits paysans

Louons le courage des petits paysans !

L'agriculture est une activité à risques, et même à hauts risques. Contrairement à la plupart des autres activités de production, elle est tributaire de facteurs naturels qui échappent totalement au contrôle.

C'est, par exemple, la conjonction favorable de la pluie, de l'ensoleillement et de la température qui permet de réussir une récolte. Un paysan réussira plus ou moins bien en fonction de ses capacités de gestionnaire et de son aptitude à combiner ces facteurs climatiques avec des intrants adaptés.

L'expérience montre que, sur une période plus ou moins longue, les agriculteurs sont souvent confrontés à plusieurs problèmes graves. Ceux qui pratiquent la riziculture pluviale dans les basses terres du Nigeria peuvent souffrir la même année de sécheresse et d'inondation, ce qui entraîne une perte de 80 % à 100 % de leur récolte. Mais il y a aussi les maladies et les ravageurs : dans le Nigeria oriental, une attaque de mouche des galles du riz a ainsi détruit 80 % des récoltes en 1988.

Des problèmes en tous genres

Parmi les autres problèmes récurrents, mentionnons la destruction des récoltes par le bétail des Peuhls, fréquente dans le nord du Nigeria. Les troubles survenus alors que les agriculteurs défendaient leurs cultures contre des éleveurs Peuhls armés ont coûté la vie à nombre d'entre eux. Il y a aussi les feux de brousse, qui ne sont pas toujours bien contrôlés, et peuvent détruire les cultures comme les récoltes stockées.

Comment font les petits paysans du Nigeria, autrement dit 70 % de la population active du pays, pour subir tous ces événements et rester tout de même mariés à leur terre « pour le meilleur et pour le pire » ? J'ai observé avec beaucoup d'intérêt des hommes puissants – des militaires à la retraite, par exemple, ou des chefs de village riches et influents. Je les ai vus plier bagage après deux ou trois ans seulement d'activité agricole. Ils avaient amené de

lourdes machines pour défricher et cultiver, et les résultats ? Il n'est même pas besoin de quitter les routes pour voir les ravages de l'érosion sur leurs terres. Des carcasses de hangars et de silos sont abandonnées dans la brousse, à tel point qu'on se demande s'ils n'ont pas été construits pour des animaux sauvages qui seraient alors plus favorisés par le Ciel que leurs homologues domestiques !

À un moment, il y a eu une prolifération de ce genre d'agriculteurs au Nigeria. Pensaient-ils qu'il suffisait de semer de l'argent pour récolter des millions ? Ils ont été bien déçus ! Ils avaient seulement oublié que par essence l'agriculture exige de travailler dur, de prendre des risques, de s'engager totalement, avec détermination.

Une ténacité admirable

Les petits paysans, eux, sont attachés à leur terre, qu'il pleuve ou qu'il vente. Jamais nous ne louerons assez leur courage face à leurs si nombreux problèmes ! Ce n'est pas le manque de pluie qui les découragera de cultiver l'année suivante. À ces moments-là, ils parlent des faiseurs de pluie, des gens qui prient pour faire venir les pluies quand celles-ci sont en retard. Dans certaines régions du Nord, les plants

chaque jour. Les paysans cultivent aussi des plantes à cycle court, comme le mil et le niébé. Quand on voit la variété de ce qu'on trouve sur le marché, et que l'on réalise que tout cela est produit par les paysans, leurs mains, leurs houes et leurs machettes, on ne peut qu'être admiratif.

Ce sont eux aussi qui savent changer de vitesse quand il ne leur suffit plus de produire pour consommer et qu'ils envisagent d'envoyer leurs enfants faire des études, bien que ce soit au Nigeria plus difficile que jamais. Ils voudraient aussi des véhicules motorisés pour transporter leur récolte, à la maison, puis au marché, mais cela aussi suppose d'en avoir les moyens.

L'électricité installée par le gouvernement actuel leur apporte un nouveau confort. Ils vont bientôt vouloir acheter des équipements domestiques, des télévisions et des magnétoscopes. Ces nouveaux appétits vont nourrir leurs ambitions, mais celles-ci seront freinées par la parcellisation de leurs terres, du fait du système foncier : encore un défi !

Tous ces petits paysans méritent nos félicitations pour la part immense qu'ils prennent à la production alimentaire mondiale. Ils seraient mieux épaulés si les infrastructures qui leur sont nécessaire étaient mieux adaptées, si les intrants étaient mieux adaptés... Mais au bout du compte, leur avenir est dans leurs mains et dépend aussi de facteurs que personne ne contrôle !

« *Mariés à leur terre, pour le meilleur et pour le pire* »

de riz sont cultivés en pépinières environ un mois avant les pluies. Il faut pendant ce temps apporter l'eau de cours lointains et de mares qui s'assèchent un peu plus

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.